

Au Luxembourg , la coalition de gauche passe des promesses aux actes

by Entreprise & Carrières - mardi, décembre 11, 2018

<http://correspondances.fr/au-luxembourg-la-coalition-de-gauche-passe-des-promesses-aux-actes/>

Augmentation des salaires, congés supplémentaires et gratuité des transports figureront au programme du futur gouvernement luxembourgeois issu des élections du 14 octobre dernier.

L'accord de coalition signé le 3 décembre par les partis démocrate, socialiste et écologiste LP (progressiste) – LSAP (socialiste) – De Greenen (écologiste) attribue au LSAP le portefeuille du ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, qui devra mettre en œuvre plusieurs mesures phare du programme. Dès janvier 2019, le salaire social minimum (SSM), qui se monte à 2 048,54 € brut pour les non qualifiés et de 2 458,25 € pour les personnes qualifiées, sera majoré de 100 euros net. Cette augmentation, qui sera financée aux deux tiers par une baisse des recettes fiscales de l'Etat, succède à une revalorisation de 2,5 % de l'ensemble des salaires en août dernier.

Le prochain gouvernement accordera deux jours de congés supplémentaires, dont un nouveau jour férié le 9 mai, pour la journée de l'Europe. Ce compromis reste en-deçà des revendications initiales du LSAP, qui demandait le passage de 40 à 38 heures de travail hebdomadaires et une sixième semaine de congés payés. Les trois partenaires de la coalition se sont également mis d'accord sur la gratuité des transports en commun, qui devrait entrer en vigueur au premier trimestre 2020. Les salariés verront leurs droits à la formation renforcés, notamment via un chèque d'accès au monde digitalisé. La scolarité restera obligatoire jusqu'à 16 ans, mais les jeunes sortant de l'école sans diplôme bénéficieront d'une formation garantie jusqu'à 18 ans. L'âge du départ en retraite, actuellement fixé à 65 ans, ne devrait pas bouger. Enfin, les DRH luxembourgeois se verront bientôt confrontés aux mêmes questions que leurs collègues canadiens : les trois composantes de la coalition grand-ducale se sont déclarées favorables à la légalisation du cannabis.